

Conférence de presse du 27 mars 2026 pour le lancement de la campagne du non

Votation populaire du 14 juin 2026 : Non à l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) »

Non clair à l'initiative du chaos de l'UDC – elle nuit aux travailleuses et travailleurs

Intervention de Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse / anc. conseiller national

Mesdames et Messieurs les représentantes et représentants des médias,
Mesdames et Messieurs,

Si nous acceptons cette initiative, les conséquences seront claires et immédiates : le Conseil fédéral devra prendre des mesures pour limiter l'immigration. Puis il devra – selon le texte de l'initiative – en fin de compte résilier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Tout cela, sans qu'une nouvelle solution viable avec l'UE ne soit prête. Concrètement, Cela signifie que nous risquons consciemment une rupture avec notre principal partenaire économique – et donc de l'incertitude pour les entreprises, les emplois et les travailleuses et travailleurs en Suisse. Le Brexit en Grande-Bretagne a montré quelles en sont les conséquences. Et c'est précisément pour cette raison que nous, Travail.Suisse, la faïtière indépendante des travailleuses et travailleurs, disons clairement : cette soi-disant initiative pour la durabilité est en réalité une initiative du chaos – en particulier du point de vue des conséquences pour les travailleuses et travailleurs.

Premièrement : l'initiative met en danger les emplois, les salaires et la place industrielle suisse.

Plus de 60 pour cent de l'ensemble de notre commerce de marchandises se fait avec l'Union européenne. Sans relations bilatérales stables, des droits de douane, des obstacles commerciaux et, dans le pire des cas, la délocalisation d'emplois à l'étranger menacent. Pour les travailleuses et travailleurs, cela signifie concrètement : moins d'emplois, plus d'incertitude – et des revenus plus faibles. Des calculs montrent que sans les accords bilatéraux, environ 2'500 francs de revenu par personne pourraient être perdus chaque année. Plus décisif encore : avec la libre circulation des personnes sont également liées les mesures d'accompagnement et notamment, notre protection des salaires. Aujourd'hui, en Suisse, le principe suivant s'applique : « à travail égal, salaire égal au même endroit ». Cela est garanti notamment par plus de 35'000 contrôles par an. Si la libre circulation des personnes disparaît, cette protection sera également mise sous pression. Le dumping salarial menace alors – et au final, toutes les travailleuses et tous les travailleurs en pâtissent. Bien sûr, la protection des salaires coûte des milliards. Pas à cause des coûts de contrôle, mais simplement parce que les entreprises doivent payer des salaires suisses. La vérité est la suivante : cette initiative s'attaque en apparence à l'immigration. Mais l'UDC veut faire baisser nos salaires, elle veut supprimer les mesures d'accompagnement et, par là même la protection des salaires, afin que les entreprises puissent verser des salaires de dumping.

Deuxièmement : l'initiative met en danger notre système de santé.

La Suisse manque déjà aujourd'hui de personnel soignant et de médecins. Environ un tiers du personnel infirmier et près de la moitié des médecins viennent de l'étranger. Sans ces spécialistes, notre système de santé ne fonctionnerait tout simplement pas. En même temps, nous savons qu'il manquera plus de 30 000 infirmiers et infirmières d'ici 2030, et que de plus en plus de personnes âgées vivent en Suisse et ont besoin de soins de longue durée. Si nous limitons l'immigration, nous aggravons massivement cette pénurie. Cela signifie concrètement : plus de stress et de charge pour le personnel soignant – et une détérioration des soins de santé pour la population.

Troisièmement : l'initiative met en danger notre prévoyance vieillesse.

Notre société vieillit. Il y a moins d'actifs et plus de retraitées et retraités. Les personnes immigrées apportent aujourd'hui une contribution centrale : elles paient environ un tiers des cotisations AVS, mais ne perçoivent qu'environ un cinquième des prestations. Si nous excluons ces personnes, ces contributions manqueront précisément pour financer les rentes. La conséquence est claire : plus de pression sur l'AVS – et finalement des rentes plus faibles ou un âge de la retraite plus élevé pour toutes et tous.

Quatrièmement : cette initiative risque d'entraîner un retour à l'ancien système inhumain de contingentement

Nous connaissons l'histoire. Avant la libre circulation des personnes, il y avait le statut de saisonnier. Avec un système de contingentement inhumain, des travailleuses et travailleurs étaient recrutés à l'étranger et attribués à certains secteurs. Les personnes travaillaient ici dans des conditions précaires, sans droits, souvent séparées de leur famille. Ce système a entraîné une pression sur les salaires, une dépendance et de fortes inégalités. Et c'est précisément dans cette direction que veut retourner l'initiative : moins de droits, moins de protection, plus de pression sur les travailleuses et travailleurs. Des séparations familiales inhumaines et des enfants cachés menacent à nouveau. Si les mesures d'accompagnement n'existent plus, si ces travailleuses et travailleurs peuvent être engagés à des salaires plus bas, tous les salaires des travailleuses et travailleurs en Suisse seront tirés vers le bas.

Conclusion : l'initiative ne résout aucun des problèmes existants.

Les défis se situent ailleurs : nous avons une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs importants comme les soins, justement car la population suisse vieillit. Nous avons besoin d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Nous devons investir dans la formation et la formation continue. Et nous avons besoin de bons salaires et de conditions de travail équitables.

En résumé : nous devons renforcer le marché du travail – et non l'affaiblir. Cette initiative et sa limite supérieure rigide de la population n'apporte aucune solution. Elle crée de l'incertitude. Elle affaiblit la protection des salaires. Elle met en danger notre système de santé et nos rentes. Finalement, elle touche surtout celles et ceux qui travaillent chaque jour et font vivre ce pays. C'est pourquoi, Travail.Suisse le dit clairement : cette initiative mène la suisse sur une mauvaise voie. Disons ensemble non à l'initiative chaos de l'UDC.

Adrian Wüthrich, président Travail.Suisse / ancien conseiller national, wuethrich@travailsuisse.ch,
079 287 04 93